

Ortssektion München . Local Section Munich . Section locale de Munich

12.06.2015

su15060mlf – 0.2.2/0.4.2/5.3/

À l'attention de  
Monsieur Heiko Maas, député au Bundestag  
Ministre fédéral de la justice et de la protection des consommateurs  
Mohrenstraße 37  
D - 10117 Berlin

**Objet : Résolution du personnel de l'Office européen des brevets de Munich**

Munich, le 12 juin 2015

Monsieur le Ministre fédéral,

Le personnel de l'Office européen des brevets (OEB) de Munich s'est réuni hier en assemblée générale. Lors de cette assemblée a été adoptée – à l'unanimité – une résolution qui s'adresse à vous. Elle est jointe au présent courrier.

La situation à l'OEB continue d'être loin d'une situation normale ou détendue. Les signes de détente qui étaient apparus récemment se sont, malheureusement, très vite révélés être de la poudre aux yeux.

Le conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets a, certes, invité le président de l'Office à s'asseoir à une table avec les organisations syndicales. Cependant, les discussions au sein des groupes de travail correspondants se déroulent comme toujours : elles stagnent. Alors que les syndicats ont déjà soumis plusieurs propositions, des refus clairs et nets leur ont chaque fois été opposés de la part de l'Office. C'est pourquoi nous avons l'impression que l'existence de ces discussions n'a pas d'autre but que de donner l'apparence d'une ouverture au dialogue qui fait, en réalité, totalement défaut.

Le fait que le Président ait, certes, accepté ces discussions, mais ait en même temps fait diligenter des investigations et des interrogatoires contre des membres de la représentation du personnel ne peut que nous conforter dans cette opinion. Ces investigations sont conduites par une entreprise d'enquêteurs extérieure, [Control Risks](#) [1]. Control Risks s'était déjà signalée dans des [scandales d'espionnage](#) [2] à Deutsche Telekom, à la Deutsche Post, à la Lufthansa, à la Deutsche Bank et dans un certain nombre d'autres entreprises. Le journal « *Der Spiegel* » a lui aussi [rapporté](#) [3] qu'il est même arrivé à Control Risks de faire appel, pour ses activités d'enquête, à d'anciens collaborateurs officiels du Ministère pour la sûreté de l'État (la « Stasi ») de l'ancienne RDA. Nous ne sommes, pour le moment, pas en mesure d'indiquer si d'anciens collaborateurs officiels de la Stasi enquêtent actuellement à l'OEB : les demandes de précisions sur ce point adressées à Control Risks sont demeurées sans réponse sur le fond.

Les informations publiées ces derniers jours par le quotidien « Süddeutsche Zeitung » [démontrent](#) [4] également que les responsables de l'OEB n'ont absolument aucun sens des limites de leurs pouvoirs. C'est ainsi qu'au siège de l'OEB, des ordinateurs en accès public ont été équipés de ce que l'on appelle des enregistreurs de frappe, c'est-à-dire qu'ils ont été espionnés. Ces ordinateurs ayant aussi été utilisés par des agents en brevets lors des pauses entre les audiences devant les Chambres de recours, il n'est pas à exclure que des communications confidentielles par courrier électronique entre des agents en brevets et leurs mandants respectifs aient été surveillées par l'Office. En outre, pendant que ces ordinateurs étaient espionnés, siégeaient les plus hautes instances de l'Organisation européenne des brevets, entre autres le conseil d'administration. Il n'est pas non plus à exclure que de nombreux délégués des 38 États contractants aient utilisé ces ordinateurs. La perte de confiance du public envers l'OEB est insupportable.

Nous estimons que Monsieur Battistelli n'est plus en mesure de maîtriser le chaos qu'il a lui-même provoqué, et encore moins d'y remédier. Il avait ainsi, dans un premier temps, fait adopter par le conseil d'administration un nouveau système de carrière, dans lequel, certainement par inadvertance, il prévoyait une période d'essai et des primes financières pour les juges. Il fait maintenant marche arrière, présente au conseil d'administration le document CA/49/15 (non public) et espère avoir ainsi réglé le problème. Mais il a dû retirer et réviser ce document également à la veille de la consultation obligatoire du Comité du personnel, sans pouvoir soumettre à délibération la version révisée. C'est pourquoi nous en concluons également que le document CA/49/15 est la preuve écrite de l'échec de la politique d'un président qui a échoué. Nous suggérons son remplacement.

Monsieur le Ministre fédéral, nous vous prions d'agir dans le cadre de la résolution ci-jointe.

Salutations distinguées,



Elizabeth M. Hardon,  
Présidente de l'USOEB de Munich

Références :

[1] Control Risks : <https://www.controlrisks.com/>

[2] Spiegel, « *Le côté obscur du pouvoir : le scandale d'espionnage des entreprises allemandes s'étend.* » <http://www.spiegel.de/international/business/the-dark-side-of-power-german-corporate-spying-scandal-widens-a-558510.html>

[3] Spiegel, « *Attaque contre les données des clients : la Lufthansa admet avoir espionné un journaliste.* » <http://www.spiegel.de/international/business/attack-on-customer-data-lufthansa-admits-spying-on-journalist-a-558312.html>

[4] Süddeutsche Zeitung, « *Scandale d'espionnage - L'Office européen des brevets surveillait ses collaborateurs avec des enregistreurs de frappe.* », 8 juin 2015 <http://www.sueddeutsche.de/muenchen/internes-schreiben-patente-ueberwacher-1.2511405>

Ortssektion München . Local Section Munich . Section locale de Munich

11.06.2015

su15058mpf – 0.2.2/0.3.1/0.3.2/5.1

## RÉSOLUTION

**Le personnel de l'Office européen des brevets de Munich, réuni en assemblée générale, constatant**

- que la prétendue tentative de renouer le « dialogue social » se limite aux discussions dites « trilatérales »<sup>1</sup> sur la reconnaissance des organisations syndicales, tandis que les problèmes actuels réels de l'OEB (tels que le népotisme, le style de direction délétère et l'abus de pouvoir de Monsieur Battistelli, ainsi que la mise en œuvre de réformes violant les droits constitutionnels fondamentaux du personnel de l'OEB qui sont reconnus à tous les citoyens libres) n'ont pas trouvé le moindre début de solution ;
- que Monsieur Battistelli prétend, certes, publiquement favoriser le « dialogue social », mais qu'il a, en cachette, engagé une entreprise d'enquêteurs ([Control Risks](#)) pour enquêter sur des représentants du personnel de l'OEB, remettant ainsi une fois de plus en question la crédibilité de ses efforts pour restaurer la paix sociale ;
- que le conseil d'administration de l'OEB, qui, bien qu'ayant connaissance des insuffisances criantes des réformes litigieuses, les a néanmoins adoptées, qui, par le passé et encore actuellement, a constamment apporté son soutien au président, qui, par le passé et encore actuellement, a constamment échoué à mettre fin à l'injustice, notamment aux attaques contre les représentants du personnel, est un élément du problème,

**constatant, en outre,**

- que la République fédérale d'Allemagne, (i) dont les ressortissants représentent un quart du personnel de l'OEB, (ii) dont le territoire héberge deux tiers du personnel de l'OEB et (iii) qui profite le plus des avantages de l'OEB, tant en redevances annuelles qu'en autres recettes, a jusqu'ici toléré sur son territoire le népotisme, le style de direction délétère, l'abus de pouvoir et la violation des droits fondamentaux,

### DEMANDE

à Monsieur Heiko Maas, député au Bundestag, ministre fédéral de la justice et, à ce titre, le plus éminent représentant de son gouvernement au sein de l'Organisation européenne des brevets,

- de prendre toutes les mesures de nature à restaurer la paix sociale au sein de l'OEB en garantissant le respect des principes de l'État de droit,
- de faire poser la question de confiance au président au sein du conseil d'administration,
- de veiller à ce que les droits fondamentaux dont quiconque jouit en Allemagne s'appliquent également aux agents de l'OEB.

Munich, le 10 juin 2015

---

<sup>1</sup> Avec le président de l'Office, les membres du conseil d'administration et les organisations syndicales de l'OEB